

ONG et activistes climatiques



À : ONG à la conférence des Nations unies sur le changement climatique
Object : Document stratégique de plaidoyer

Objectifs

Vous participez aux prochaines négociations de l'ONU sur le changement climatique pour plaider pour l'environnement, la justice sociale et les générations futures. Vous travaillez au sein du grandissant mouvement militant en faveur du climat qui participe à la définition des politiques mondiales et soutient les négociateurs. Ce mouvement comprend les organisations non gouvernementales (ONGs), mais aussi des activistes qui utilisent leur voix et tous les moyens disponibles et non violents pour atteindre vos objectifs.

Votre but est de soutenir le meilleur accord possible, juste et équitable au regard des pays les plus vulnérables, pour limiter, dès aujourd'hui, les émissions de gaz à effet de serre. À la conférence des Nations unies sur le climat en 2015, à Paris, les pays se sont mis d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre les efforts nécessaires pour limiter l'élévation de la température à 1,5°C. »

Contexte

Le consensus scientifique sur le climat est clair : plus de 97% des climatologues¹ s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'utilisation des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Nous pouvons déjà en voir les impacts et nous savons que sans des actions immédiates pour réduire les émissions liées aux énergies fossiles et aux autres sources polluantes, les pauvres, les jeunes d'aujourd'hui et les générations futures continueront de subir de façon disproportionnée les effets du changement climatique. Malgré la résistance que nous rencontrerons de la part des autres délégations, nous savons que c'est dans leurs intérêts d'adopter des mesures ambitieuses. De plus en plus, les responsables civils et religieux, au nom de la morale, appellent à agir et les manifestations à travers le monde ont rassemblé plus d'un demi-million de citoyens. Chaque jour qui passe sans que des mesures ne soient mises en place voit augmenter le coût de la transition vers un monde plus propre.

Opportunités

Réduire notre usage des énergies fossiles pour passer à des énergies propres représente de nombreux bénéfices pour nos sociétés, en termes de santé publique, de qualité de l'air, d'indépendance énergétique, de sécurité et d'emploi.

Opinion publique

Heureusement, les habitants de la plupart des pays pensent que le changement climatique est réel et que les activités humaines y contribuent de façon significative. La majorité des peuples soutiennent un accord qui réglerait ce problème. Cependant, beaucoup dans les pays développés n'ont pas saisi l'ampleur et l'urgence du problème et le changement climatique se range parmi leurs dernières priorités. Par ailleurs, beaucoup dans les pays en développement accusent les pays développés d'avoir causé le changement climatique et sous estiment ainsi le rôle de leurs pays dans les émissions actuelles et futures de gaz à effet de serre.

Actions

En tant qu'ONG, nous n'avons pas le pouvoir de mettre en place des politiques publiques ou de faire de grands investissements financiers nécessaires aux infrastructures énergétiques. Cependant, contrairement aux autres délégations, nous ne sommes pas tributaires d'intérêts particuliers et nous sommes libres de défendre des politiques et des actions au nom de l'intérêt général. Nous devons :

- Rappeler aux autres délégataires les enjeux scientifiques, économiques et moraux d'une mise en place d'actions collectives.
- Souligner le besoin d'aller au-delà des intérêts particuliers des délégations et de mener des actions collectives. La planète Terre est notre habitat commun, et l'action de tous est nécessaire pour atteindre nos objectifs climatiques.
- S'assurer que la voix des plus vulnérables issus de chaque pays est entendue : les pauvres, les jeunes, les générations futures seront les principales victimes des effets du changement climatique et n'en sont pas (ou peu) responsables. Si possible, regroupiez-vous avec ceux qui soutiennent les droits de ces groupes.

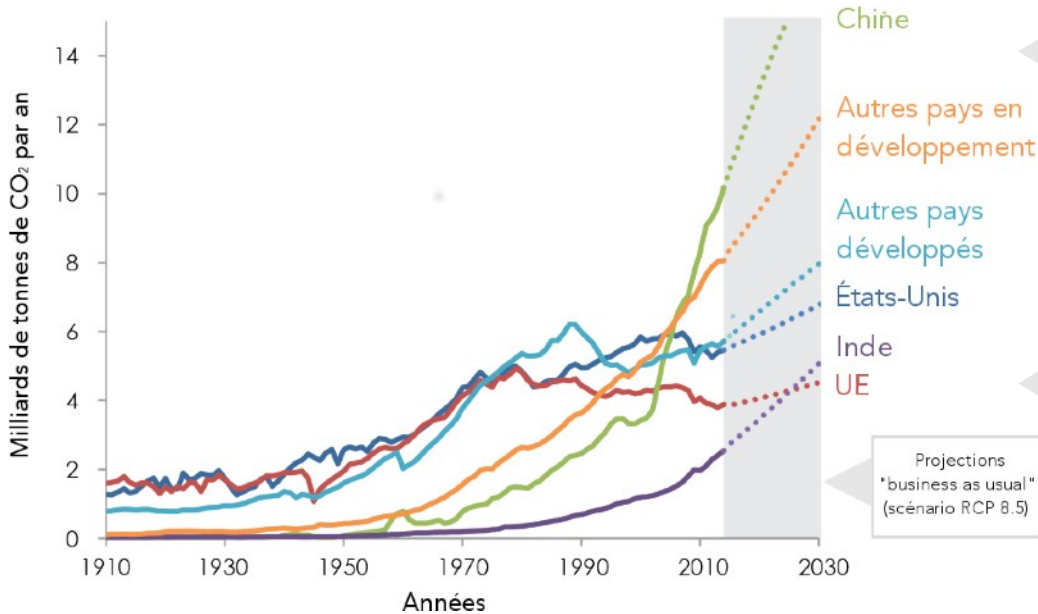
¹ Cook J. 2013. The scientific consensus on climate change. Europhysics News 44:29-32.

Contexte international

L'industrie des énergies fossiles a énormément profité du système qui aujourd'hui menace l'humanité. Elle utilise son pouvoir et sa puissance financière pour influencer les délégations des pays développés et en développement.

Malgré cela, une communication claire et efficace doit permettre de mettre en valeur les multiples bénéfices économiques et sanitaires qui résulteront d'une action climatique collective et ambitieuse. C'est un choix moral qui peut convaincre les délégations des pays développés et en voie de développement.

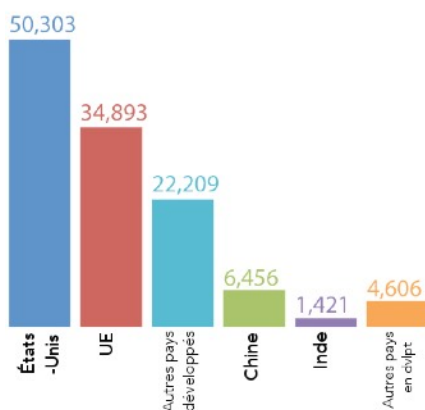
Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment



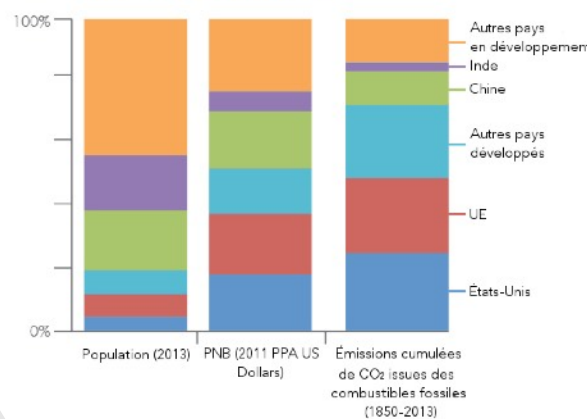
La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

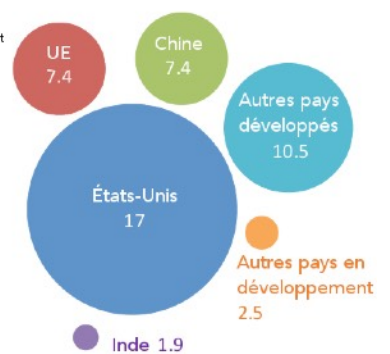
PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne 2013 (tonnes de CO₂ par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dévelpt) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).